

# S

## sommaire

- Automobile  
Electronique  
Informatique  
Armement II et III
- Pour l'emploi  
à Saint-Etienne VI
- International VII
- Notre Congrès :  
la fête mais surtout  
la démocratie IV et V
- Branche froid :  
la grille des salaires VIII

Novembre 1991


**MINEURS ET  
MÉTALLURGISTES**

## Edito

### La bataille pour l'emploi

Pour la première fois depuis plusieurs années, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a reculé de 0,2 % au deuxième trimestre. La chute des effectifs salariés est de 0,8 % dans l'ensemble de l'industrie et de 0,9 % dans l'industrie manufacturière après 0,5 % au premier trimestre. Pour notre fédération, deux secteurs sont particulièrement touchés : la construction automobile (-1,6 %) et le matériel électrique (-0,7 % contre +0,3 % au premier trimestre). Mais tous ont de sombres perspectives : l'armement où l'on prévoit plusieurs dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans les dix ans, la sidérurgie victime notamment du ralentissement économique, l'électronique informatique, et tous ceux qui ne font pas la « une » des journaux.

Avec 2,7 millions de chômeurs aujourd'hui, soit 230 000 de plus en sept mois, le chômage dont tout indique qu'il va continuer à grimper jusqu'à l'été prochain, est devenu le dossier noir d'un gouvernement qui n'en finit pas de s'empêtrer. Entre un ministre de l'économie qui ne reconnaît de vertus qu'aux grands équilibres et au franc fort; un ministre du budget qui parle de faux-chômeurs comme s'il voulait faire porter la responsabilité de la situation aux demandeurs d'emplois; tandis que le ministre du Travail affiche la volonté de vouloir se battre sur tous les fronts, tous agissent et parlent sous l'autorité d'un Premier ministre dont la mission essentielle est d'abord de gagner les élections.

## NOTRE TROISIÈME CONGRÈS

# LA DÉMOCRATIE ET LA FÊTE

Notre 3<sup>e</sup> congrès qui se déroulera les 19, 20, 21 et 22 novembre à Lille épousera deux temps étroitement mêlés et pour partie indissociables tant la fête découlera de notre démocratie.

C'est bien cette démocratie, toujours présente dans notre histoire, véritable valeur identitaire de la CFTC puis de la CFDT, qui justifiera la fête, la fête pour que soit célébré notre soixante-dixième anniversaire. Les 70 ans de vie de notre Fédération. 1991 est une date importante puisque le 21 juin 1921 étaient déposés à la Préfecture de Paris les statuts de la Fédération CFTC de la métallurgie et des activités connexes. Soixante-dix ans déjà !

Depuis que de chemin parcouru. Un chemin sans cesse évolutif, tenant compte des réalités du moment, s'adaptant sans cesse aux situations concrètes. Bref pratiquant à chaque instant l'adaptation du syndicalisme afin d'obtenir des résultats pour les salariés tout en étant fidèles à nos valeurs identitaires.

Cette histoire est le fondement même de ce que nous sommes au-

jourd'hui. Pour partie, souvent, elle est à la genèse et elle explique nos orientations et nos actions d'aujourd'hui.

Ce congrès sera la fête. Il sera la fête de notre histoire, de nos racines, de nos anciens pour, s'appuyant sur ceux-ci, mieux construire demain.

Cette fête regroupera 430 délégués des syndicats, 60 représentants des délégations étrangères aussi bien mineurs que métallurgistes allant des syndicats européens en passant par les syndicats de

l'Europe de l'Est, ou ceux des syndicats de Pays en voie de développement.

Elle regroupera aussi les représentants de la quasi-totalité des Fédérations de la CFDT, mais aussi et surtout plusieurs dizaines de militants qui depuis 1921 ont animé et conduit notre Fédération.

Un absent pourtant : Eugène Descamps. Il nous a quitté il y a peu de temps. Sinon, gagnons qu'il aurait été présent parmi nous, tant il avait soutenu

l'action de la FGMM lors du conflit Peugeot en septembre 1989.

Nous saurons rendre hommage à sa mémoire et à l'action déterminante qu'il a conduite tant dans la métallurgie qu'à la Confédération.

Un livre retraçant ces soixante-dix ans d'histoire sera publié à l'occasion de cette fête, de ce congrès. Il montrera l'action de notre Fédération, notamment sur :

- la construction des fédérations d'industries,
- la reconstruction et le rôle joué au congrès de 64, quand la CFTC est devenue la CFDT,
- la politique internationale.

Il montrera aussi notre rôle pendant la guerre de 39/45, la résistance, les déportations... mais aussi pendant la guerre d'Algérie. Il montrera enfin notre insertion constante dans l'histoire du mouvement ouvrier et l'action déterminante que nous avons menée dans le projet CFDT des années 1970 et dans la CFDT d'aujourd'hui. Vraiment de quoi être fier !



Frank Georgi

Une histoire de la  
Fédération de la métallurgie CFTC CFDT  
1920-1974



► Alors l'emploi dans tout cela ? Certes, des mesures économiques sont nécessaires et Jean Kaspar a formulé des propositions en ce sens que nous partageons pleinement.

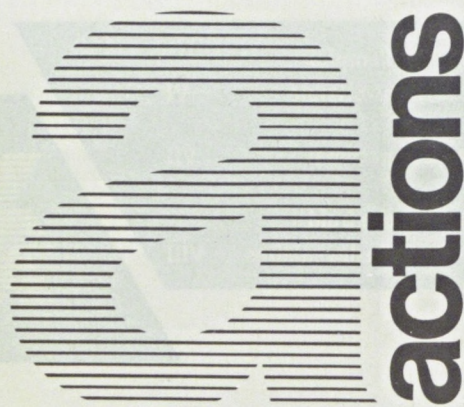
Mais la bataille de l'emploi ne se gagnera pas seulement par des mesures gouvernementales.

Elle ne se gagnera pas davantage par la seule réduction généralisée du temps de travail à 35 heures. Nous le savons bien, la réponse est multiple. La réduction du temps de travail en fait partie. Elle est nécessaire et doit être mise en œuvre par des accords d'entreprise qui lient réduction et aménagement. Mais d'autres actions doivent être menées simultanément.

Des résultats sont obtenus par des équipes CFDT qui se battent sur le terrain de l'emploi comme nous l'avons vu lors du formidable rassemblement du Zénith le 12 septembre. La bataille de l'emploi dépend d'abord de la mobilisation des forces vives du pays, en premier rang desquelles sont les syndicalistes. Le 12 septembre, nous avons pu mesurer l'extraordinaire mobilisation des militants CFDT. La présence au Zénith de 1 000 métallos est le signe que notre priorité l'Emploi, est portée par les militants. Comment aller plus loin ? En mobilisant les salariés, en les invitant à l'action pour l'emploi sur le terrain, en les invitant à adhérer à notre projet, à adhérer à la CFDT.

Le chômage reculera si chaque salarié prend conscience de la situation, se mobilise pour la formation, pour l'organisation du travail, pour la réduction du temps de travail. Si chaque salarié devient acteur pour l'emploi.

La France est, parmi les pays industrialisés, celui qui a le plus faible taux de syndicalisation et qui a aussi un des taux de chômage les plus élevés. Ya-t-il rapport de cause à effet ? L'emploi est la priorité de nos priorités. Ce numéro de la VMM y est pour l'essentiel consacré : Automobile, Informatique, Armement, Electronique, Sidérurgie...



# actions

## Une politique industrielle et sociale pour l'automobile

La période faste où la croissance du marché automobile ne semblait pas avoir de limite, est désormais bien loin. Les annonces de suppressions d'emplois se multiplient. Renault confirme la perspective de 40 000 personnes en l'an 2 000 contre 68 000 début 91, alors qu'il s'est déjà séparé de 32 000 salariés depuis 1983. Peugeot se garde bien d'annoncer un chiffre mais parle de dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

Après les 950 départs de Sochaux en juillet, c'est maintenant Citroën avec un plan à Rennes concernant 1 800 personnes. Mais ces annonces importantes cachent aussi d'autres situations comme celle de Peugeot St-Etienne où l'effectif est passé de 1 200 en 1974 à 301 aujourd'hui et où la Direction vient d'annoncer son désengagement et un sureffectif de 80 personnes.

Après Chausson, Valéo, la Française de Mécanique, RVI, ... la liste est longue.

Allons-nous rester encore longtemps dans cette situation où les plans sociaux se succèdent et où aucune mesure d'ensemble n'est prise pour l'industrie automobile ? Plus que jamais, les militants, les adhérents et les salariés de l'automobile doivent se mobiliser pour exiger des industriels qu'ils négocient une Convention Sociale s'appuyant sur une véritable politique industrielle.

Le ministre de l'Industrie, vient pour la première fois de s'engager clairement à faire appel à Bruxelles pour finan-

cer un plan de reconversion de l'industrie automobile. Le P.D.G. de Renault, agissant comme Président de l'Association des Constructeurs Européens d'Automobiles milite lui aussi en ce sens. Nous sommes favorables à un tel plan, mais encore faut-il que les organisations syndicales regroupées dans la FEM (Fédération Européenne des Métallurgistes) soient associées à son élaboration et qu'une négociation s'engage à ce niveau. Pour autant, pouvons-nous faire l'économie d'un examen contractuel de la situation française et soutenir un plan européen sans que les aspects industriels et sociaux propres à notre pays aient fait l'objet d'une négociation. Certainement pas !

La Fédération intervient sans cesse auprès des ministères afin qu'ils impulsent une telle démarche.

Il faut aussi que les salariés de l'automobile se mobilisent et expriment clairement leur volonté pour une politique industrielle et pour une Convention Sociale.

## ELECTRONIQUE INFORMATIQUE :

### L'emploi condamné par la politique du non-choix

Le secteur de l'électronique-informatique recouvre les activités de l'électronique de Défense, les composants, le Grand Public, les télécommunications et l'informatique.

Vaste domaine donc, d'autant que chacune de ces activités se décompose en sous-secteurs bien différents les uns des autres. Concrètement et pêle-mêle, c'est Thomson, Bull, Alcatel, Sagem, Matra, c'est encore Philips, Siemens, Olivetti, mais c'est aussi IBM, Hewlett-Packard, Apple, Matsushita, Fujitsu, Toshiba, Sony, etc.







Mis à part les télécoms, et à côté des industriels européens, américains et japonais présents sur le territoire français, la particularité de l'industrie française de la construction électronique — informatique est, qu'elle appartient en grande partie au secteur nationalisé.

Si cette situation a permis à certaines entreprises d'exister encore en 1991, il est certain qu'aujourd'hui, les conditions d'existence dans ces secteurs d'activité se sont considérablement modifiées depuis 10 ans : poursuite de la mondialisation au profit du sud-est asiatique, recherche d'alliances par produits, rapidité d'évolution des produits, coût de la R. et D., pertinence ou non d'une stratégie globale, etc.

La situation est telle qu'aujourd'hui, même dans le cas de figure idéal d'un minimum de volontarisme des industriels européens, il ne serait pas possible de tout assumer au niveau de la Communauté. Cela signifie en clair qu'en France nous faisons comme si nous allions faire ce qu'il ne serait pas possible de faire au niveau de l'Europe dans des conditions idéales.

Devant l'absence d'un minimum de volontarisme de l'Etat vis-à-vis de ses propres constructeurs pour ce qui concerne le domaine du marché intérieur, on peut se demander si la politique actuelle ne consiste

pas à repousser les échéances le plus loin possible et à faire, par exemple, prendre par d'autres les décisions sans doute délicates. Si d'un point de vue politique ce tripatouillage peut avoir quelques intérêts, il s'avèrera et s'avère déjà catastrophique d'un point de vue industriel et social. Nous touchons là du doigt le problème de la conception qu'a l'Etat de son rôle d'actionnaire.

Il est évident que dans un secteur fortement concurrentiel et extraordinairement évolutif dans lequel une erreur stratégique peut s'avérer fatale, ce rôle ne peut se résumer comme actuellement à une décision binaire : nommer et virer, d'autant qu'il s'agit en fait d'un triptyque dont la troisième composante consiste à « essayer ». En nationalisant, l'Etat s'est de fait mis dans une position de définisseur de la politique industrielle des entreprises concernées et des choix qu'elle implique.

Il ne nous appartient pas de dicter ces choix, il nous appartient par contre d'exiger de lui qu'il les fasse et qu'ils soient simultanément assortis de mesures d'accompagnement industriel et social, si nécessaire.

Faute de cette conception là, dans la configuration actionnariale actuelle c'est à un désastre socio-industriel auquel nous aurons à faire face dans ce secteur.

## ARMEMENT : L'emploi condamné par une politique purement budgétaire

Le récent bras de fer relatif au budget 92 entre le ministère de la Défense et celui des Finances aura permis de faire la vérification que quels que soient les gouvernements en place, la mobilisation des lobbys de tous poils est payante. Il aura également donné un avant-goût de ce que peut être l'inconséquence. Inconséquence d'une politique purement budgétaire vis-à-vis d'une stratégie de défense.

Inconséquence de cette même politique dans le domaine pourtant plus que jamais préoccupant de l'emploi.

Sur ce point en effet, chacun sait que la longueur des cycles constitue une des caractéristiques essentielles de l'industrie de l'armement, la durée d'un produit pouvant couramment être de 15 à 20 ans avec un délai de près de 10 ans entre la phase d'étude et la mise en production.

Dans ces conditions, on comprend aisément les conséquences sur l'emploi d'un raisonnement purement budgétaire, a fortiori s'il se situe dans le court terme. C'est la menace permanente de remise en cause de programmes qui ont déjà mobilisé plusieurs milliards de francs d'études et qui en sont au stade de la réalisation (N.H. 90, S.45. pourquoi pas le rafale et bien d'autres).

Aujourd'hui, les informations en notre possession nous font craindre des me-

sures à court terme pour la loi de programmation 92/97 en contradiction flagrante avec les nécessités d'orientation à long terme de cette industrie. Si ces mesures devaient se concrétiser une série d'entreprises : Thomson, Dassault-Aviation, S.E.P., Sextant Avionique, Aérospatiale, Matra, ainsi que l'ensemble de leur réseau d'équipementiers et de sous-traitants seraient percutés de plein fouet à brève échéance.

Nous ne pouvons que nous réjouir de l'évolution de la situation internationale même si la modification des rapports Est/Ouest entraîne d'autres déséquilibres. Une fois tranché le débat politique sur la stratégie de défense au regard de ces évolutions, la traduction industrielle de ces décisions politiques doit s'effectuer en fonction des caractéristiques de cette industrie et notamment de la durée des cycles.

La FGMM/CFDT s'opposera fermement à toute mesure qui ne respecterait pas ce principe et qui ne s'accompagnerait pas simultanément de charges de substitution permettant de sauvegarder l'emploi. C'est dans ce sens que la FGMM a, à la fois, sollicité une rencontre au ministère de la Défense et une rencontre au Directeur du SCAI (Service Central des Affaires Industrielles) chargé de gérer la restructuration du secteur aéronautique et armement.



# NOTRE CONGRÈS: LA FÊTE MAIS SURTOUT LA DÉMOCRATIE

## LE RAPPORT GÉNÉRAL Forts de 70 ans d'histoire construisons demain

Son objet est de faire une analyse du contexte de notre action, de se mettre d'accord sur tout ce qui bouge, sur les mutations: qu'elles soient sociales, culturelles, économiques, politiques ou internationales. C'est à partir d'un accord sur cette analyse, véritable socle des réalités actuelles, que nous pourrions vérifier la justesse de notre démarche syndicale, regarder l'avancée de nos revendications depuis quatre ans et mieux les préciser pour les quatre ans à venir.

### LE CONTEXTE DE NOTRE ACTION

#### Tout d'abord dans le monde

— Les choses changent, la mondialisation de l'économie et des échanges s'accroît, en même temps que l'internationalisation des entreprises, ainsi que l'interdépendance et la concurrence des nations deviennent de plus en plus importantes et prégnantes.

— Quelles sont les conséquences à tirer de l'effondrement du communisme qui est certainement l'un des plus grands événements de ce vingtième siècle? Se traduit-il par la fin d'un monde bipolaire qui conduirait à une situation instable dont on voit mal aujourd'hui quels en seraient les nouveaux équilibres? Est-ce que la fin du communisme consacrerait le triomphe du capitalisme

laissant libre cours à une économie de marché dont nous connaissons les perversités?

— Et l'Europe où en est-on?

Sa construction politique balbutie et 1993 approche. Quels sont les avantages et les inconvénients pour les salariés d'une telle situation?

— Et les Pays en voie de développement; les inégalités se creusent entre pays riches et pays pauvres, les problèmes démographiques s'accroissent... de quelles solidarités sommes-nous capables avec les PVD?

#### Ensuite en France?

— Le chômage ne cesse d'augmenter conduisant à la marginalisation et à l'exclusion de centaines de milliers d'individus créant un problème social d'importance majeure structurant la cohésion sociale et pouvant à tout moment déstabiliser notre société. Au-delà des injustices scandaleuses ainsi créées pourrions-nous longtemps accepter et tolérer cette France duale sans que des bouleversements incontrôlables surviennent?

— Le salariat, autrefois homogène dans ses mauvaises conditions de vie et de travail, est aujourd'hui éclaté. Eclaté entre ceux qui sont riches d'un emploi et ceux qui en sont privés, entre ceux qui ont un emploi sûr et ceux qui ont un emploi précaire, entre ceux qui travaillent dans des PME et

ceux qui travaillent dans de grandes entreprises. Face à cette diversité comment devons-nous adapter notre syndicalisme?

— Face au chômage, face à la diversité du salariat, face aux individualismes on assiste à une recrudescence des corporatismes, qui conduit souvent à une addition de revendications contraires. Le fédéralisme n'est-il pas la réponse pour que soient créées des solidarités, de nouvelles solidarités, afin de trouver la dimension collective de nos revendications, afin que le syndicalisme soit bien le contre pouvoir nécessaire pour équilibrer l'économie de marché dans le sens de l'intérêt des salariés?

— La situation politique. Quelle analyse en fait-on? où sont les projets politiques en présence, où en est la démocratie?

— La situation syndicale. Le syndicalisme français est toujours faible comparé aux autres syndicalismes européens. Il est faible et éparpillé. La notion de convergence syndicale est-elle la réponse appropriée pour redresser cette situation?

— Le patronat. S'il est diversifié et a des comportements quelquefois différents avec les organisations syndicales il est empreint d'une seule logique: faire des profits. Quelle analyse au total en fait-on? Quelles conséquences en tire-t-on, notamment dans le cadre de la négociation collective.

#### Notre démarche syndicale

Déjà présente dans notre plate-forme revendicative, il nous faudra en vérifier l'opérationnalité. Démarche originale s'il en fut, puisque par nos revendications à l'intérieur de l'entre-

Pour être fidèles à notre histoire qui donnera lieu à une fête, c'est aussi et surtout la Démocratie qui sera au centre de notre congrès.

Plus de 400 délégués s'exprimeront autour de trois rapports :

- le rapport général,
- les résolutions générales : orientation — action — internationale,
- le rapport structures.

C'est autour de ces textes, largement débattus et amendés, que la Démocratie trouve son accomplissement. Il s'agira de faire le point sur les 4 ans écoulés et de déterminer les orientations pour les 4 ans à venir en montrant que tout en restant fidèles au passé, à nos valeurs, nous sommes capables d'épouser notre temps en adaptant notre syndicalisme.

Dans ta section, ton syndicat participe à la préparation et aux débats préparatoires de notre congrès... tous les adhérents ont leur mot à dire. C'est la démocratie !

prise nous faisons le choix de prioriser ceux qui sont à l'extérieur, ceux qui en sont exclus. Nous ne faisons plus de l'emploi un préalable, mais le résultat quantitatif et qualitatif de l'action des salariés pour l'amélioration de leurs conditions de vie, de travail et de l'efficacité économique de l'entreprise.

#### Nos revendications

Enfin ce rapport général fera le bilan, depuis 4 ans, de l'avancée de nos revendications: action économique territoriale, dans l'entre-



Trophée du 70<sup>e</sup> anniversaire

se. L'organisation et le temps de travail, la formation, la gestion prévisionnelle des emplois, les classifications, la politique salariale, l'égalité professionnelle, les conditions de travail, la syndicalisation, ... et au-delà nous regarderons ce qu'a été l'action de la FGMM dans la Confédération.

Le nombre de problèmes posés ne manque pas, beaucoup d'interrogations sont fortes, au congrès d'en débattre et de décider. C'est la démocratie.

### UN RAPPORT STRUCTURES ET ORGANISATION

Ce rapport fait une analyse sans concession de ce que sont aujourd'hui nos structures, leur fonctionnement, leurs pratiques... Il passe en revue nos acquis structurels conçus pour être au service de l'action syndicale sur la base des acquis de la CFTD. Il indique aussi quelles ont été les modifications structurelles apportées lors des 4 ans passés, en particulier pour ce qui concerne le regroupement des syndicats. Enfin, il fait des propositions de modifications statutaires qui renforcent le rôle du Conseil National Fédéral et suppriment le Bureau Fédéral Ouvert.



## TROIS RÉOLUTIONS GÉNÉRALES

Trois résolutions générales seront débattues, amendées et votées.

#### • Une résolution orientation

A partir de notre démarche syndicale elle précise notre orientation stratégique, en particulier sur l'articulation de nos différents lieux de négociation et propose des réponses aux défis du corporatisme en remettant au centre de nos pratiques les valeurs et l'identité de la CFTD.

#### • Une résolution action

S'appuyant sur notre orientation stratégique elle pose en terme revendicatif notre politique. Pour ce faire, sur chacune des revendications présentées dans le rapport général, elle développe la réflexion et met en perspective une approche dynamique pour les quatre ans à venir.

#### • Une résolution internationale

Après avoir fait l'analyse des évolutions internationales, elle fixe quatre priorités:

- donner à la Fédération Européenne de la Métallurgie une part de «supranationalité»,
- poursuivre et développer notre action en direction des Pays en voie de développement et des Pays de l'Est,
- privilégier le bassin méditerranéen et en particulier les pays du Maghreb,
- rééquilibrer l'Europe syndicale au Sud.



# POUR L'EMPLOI, SAINT-ETIENNE AUX COULEURS DE LA CFDT

Des milliers de tracts, des centaines d'affiches, des panneaux géants aux entrées de la ville, un grand chapiteau avec une exposition Sidérurgie/CFDT au cœur de la cité, devant l'Hôtel de Ville, plusieurs milliers (8000 à ce jour) de cartes pétitions adressées à Francis MER (PDG d'Usinor/Sacilor)... le 20 septembre, pour l'emploi, Saint-Etienne était pavoisé aux couleurs de la CFDT.

De la CFDT en général et plus particulièrement de la FGMM et de la CFDT d'Ascométal le Marais. C'est à partir du problème précis de cette entreprise et de l'action de notre section, que celle-ci, avec l'UMM Loire Yssingelais Drôme Ardèche et l'UD Loire ont décidé d'interpeller Usinor/Sacilor et au-delà, tous les grands groupes qui se dégagent du bassin : Peugeot, Giat-Industrie, Casino...

Depuis le début des années 70, la Sidérurgie du Bassin Stéphanois, après les Mines, est en restructuration. Ces effectifs ont régressé de plus de 80%. Après CAFL et Creusot-Loire, c'est maintenant Usinor + Sacilor le tenant de cette activité sur 8 établissements totalisant 2000 salariés : CLI (2 Et), FORTEC, UGINE, CK, UNIREL, ACOR, ASCOMETAL. La CFDT n'a cessé de défendre l'emploi et de pérenniser les sites. Les salariés l'ont compris, qui l'ont placé première Organisation dans presque tous.

Elle s'est même implantée à Ascométal en 90, avec 60% des voix aux élections et 35 adhérents dans ce traditionnel bastion CGT. Cette usine (1500 emplois en 76), compte tenu de ses bons ré-

sultats devait être équipée en 87 d'une coulée continue. En fait, l'Acierie et le Blooming ont fermé en 88 (750 emplois) et le train finisseur en 91 (350 emplois). Aujourd'hui, 200 salariés encore. Demain ?

Ici aussi, la CFDT est bien décidée à lutter contre la « fatalité », contre les « décisions technocratiques ». La section, avec l'UMM et la FGMM, se battent sur 3 terrains :

- le redéploiement des activités du site vers l'aval des produits,
- l'implantation de nouvelles activités, à l'exemple de ce qu'a fait Pechiney à Nogère,
- la mise en œuvre de la convention pour l'emploi de la sidérurgie.

Des propositions industrielles ont été élaborées. Leur sérieux a contraint Usinor/

Sacilor à accepter un audit du CISE et à affiner les projets. Mais, il reste beaucoup à faire. La journée du 20 avec la présence de Michel MARTI et cette campagne sur le thème : « l'emploi Loire passe aussi par Ascométal », est une étape pour mo-

biliser une population, pour faire comprendre que l'Industrie, créatrice de richesse, est la base de tous les emplois, qu'il faut un projet pour ce bassin, que les grandes entreprises ont une responsabilité particulière.







## DES POLONAIS A LA FGMM

Six Polonais étaient présents le mercredi 25 septembre à la Fédération. Des syndicalistes bien sûr? et bien non! Il s'agissait de six fonctionnaires du Ministère du Travail de Pologne en voyage d'études en France. De la même façon que nous avons reçu une dizaine de fonctionnaires d'URSS courant juin.

Ils nous étaient envoyés par le Ministère du Travail Français afin que nous leur développions notre conception de la négociation collective.

Au même titre qu'ils ont rencontré le CNPF, l'UIMM, divers patrons et divers fonctionnaires, ils ont rencontré la FGMM. Leurs souhaits: tout savoir sur les relations du travail, la négociation collective à quel niveau qu'elle se situe. Ils sont en situation de recherche, ils veulent tout savoir, tout connaître, parce qu'ils ont tout à inventer!

Tout au long d'un échange sympathique, nous leur avons dit notre conception de la négociation articulée en imageant ce concept d'exemples vécus. Nous leur avons expliqué: le code du travail, les négociations interprofessionnelles au niveau du CNPF, celles avec l'UIMM, et nos 82 conventions collectives territoriales... mais aussi les négociations dans les branches, les groupes, les entreprises, les établissements, sans omettre les PME.

Ils ont rapproché nos propos de ceux tenus par nos camarades du Chantier de l'Atlantique à S-Nazaire qu'ils avaient rencontrés la veille.

Au total une action positive qui est de nature à mieux montrer ce qu'est l'économie de marché. A montrer qu'elle ne se résume pas à des magasins pleins de marchandises et où l'on rase gratis, mais qu'elle est aussi un système plein de contraintes où des logiques différentes s'affrontent. Une action positive puisque parmi ces six fonctionnaires, quatre étaient membres de Solidarnosc.

## ROUMANIE SOIF DE FORMATION, ROMPRE L'ISOLEMENT

Un séjour d'une grande richesse qui nous semble t-il est révélateur des ressources de TOUT un peuple et en particulier des militants de la Fédération «H. COANDA» adhérente à la Confédération FRATIA. Syndicat qui se veut autonome et indépendant et, qui très clairement dans ses statuts a adopté l'incompatibilité du double mandat syndical et politique.

Cette confédération a demandé son adhésion à la CISL et des contacts officiels ont lieu avec notre Internationale Métallurgie qu'est la FIOM.

Jean-Claude Bouillin et Michel Marti ont donc, sur la demande des amis Roumains, animé, pendant une semaine un programme de FORMATION SYNDICALE pour 25 cadres syndicaux, venant de tout le pays.

Celle-ci s'est déroulée à Moneasa une petite ville dans un site enchanteur au nord de la Roumanie.

Ce séminaire a eu pour thèmes centraux:

- L'IMPORTANCE DU SYNDICAT et son rôle dans une société démocratique.
- Le problème de la négociation contractuelle et ce qu'il implique pour les acteurs politiques, patronaux, syndicaux.
- Le problème de la protection sociale.
- Et surtout les problèmes de la santé, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail.

Nous avons pu visiter 2 entreprises. L'une, l'entreprise ARIS à Arad, 5000 tra-

vailleurs, fabrique des machines outils (Tours), et une autre sous-traitante de celle-ci, 1800 travailleurs, avec 2 départements, l'un de mécanique, l'autre de fonderie. Des sites difficilement descriptibles, mais où nous avons pu voir tout ce que nous voulions, et où nos questions ont eu des réponses claires. Donc des militants qui ne jouent pas la fuite en avant.

Les salaires **mensuels moyens** de 5 à 6000 **leis** représentent au change normal **200 F** environ.

Le plus formidable pour nous a été de mesurer concrètement comment les Roumains ont une approche des problèmes et une culture qui nous est proche, partageant nombre de valeurs et de démarches CFDT, réserve étant faite de l'énorme décalage de situation existant entre nous.

Une session qui nourrit beaucoup d'espoirs pour le peuple roumain et pour un prolongement des contacts entre nous.

Ils ont un **besoin vital** de matériel de tirage et de frappe.

Alors les Gestetner en état de marche ou à réviser, les machines à écrire, etc., faites un inventaire et **envoyez à la FGMM la liste du matériel disponible** que vous êtes prêts à donner aux syndicalistes roumains de cette fédération.

L'envoi du matériel pourrait se faire dans quelques mois (1<sup>er</sup> semestre 92).

Il faut également prévoir du matériel d'accompagnement correspondant aux machines, **papier, encre, etc.** pour environ **6 mois à 1 an** de fonctionnement.



## • Mines COGEMA : la liquidation continue !

La direction de la COGEMA a annoncé la fermeture de la division minière de la Crouzille à l'horizon 95 et de l'établissement de Limoges fin 92.

Ce sont ainsi 760 emplois directs qui disparaissent, non compris l'usine de SIMO à Bes-sines (150 salariés).

Après le plan social 89/91 de la branche uranium, ayant conduit à la fermeture des mines de Vendée, responsable de la perte de plus de mille emplois, la COGEMA accélère l'abandon de son secteur minier.

Pour l'UFSN/CFDT, la COGEMA doit maintenir un pôle d'activité minière dans cette région, pour l'emploi, mais aussi parce que le gisement recèle encore plus de 10 000 tonnes d'uranium.

De plus, et en tout état de cause, la COGEMA doit préparer dès aujourd'hui la reconversion de son personnel et participer au même titre que les pouvoirs publics et les collectivités locales à la réindustrialisation de la région du Limousin.

## • POTASSE D'ALSACE : la CFDT progresse

Le 3 octobre se sont déroulées aux Potasses d'Alsace les élections CE.

Chez les ouvriers la CFDT progresse de plus de 6 %, et de plus de 5 % chez les ETAM.

Tous collèges confondus, la CFDT gagne 6,07 % et se place avec 34,98 % des suffrages à... 0,36 % de la CGT. Diable !

Les voix gagnées par la CFDT le sont au détriment de la CGT.

Ces excellents résultats s'expliquent notamment par une campagne dynamique alliée à des propositions constructives.

## • RESULTATS D'ELECTIONS

A Jaeger Mondeville (Calvados) la CFDT obtient 66,3 % des exprimés, 5 élus sur 7 au 1<sup>er</sup> collège et 71,7 % au 2<sup>e</sup> collège avec également 5 élus sur 7.

Sur un total de 765 exprimés représentant 76 % des inscrits nous obtenons 528 voix.

Chez Magotteaux (Ardenne) 47 voix à la CFDT dans cette PME de 68 salariés aux dernières élections CE.

A la SERM (Marne) PME de 31 salariés 29 votants CFDT aux DP !

## BRANCHE FROID

### GRILLE DES SALAIRES MINIMA

AU 1<sup>er</sup> JANVIER 1992

Niveaux	Echelons	Coefficient	Salaire minimum garanti mensuel
I	A	176	5 841,00
	B	181	5 848,11
	C	186	6 009,66
II	A	195	6 300,45
	B	205	6 623,55
	C	210	6 785,10
III	A	225	7 269,75
	B	235	7 592,85
	C	245	7 915,95
IV	A	260	8 400,60
	B	280	9 046,80
	C	300	9 693,00
V	A	320	10 339,20
	B	340	10 985,40
	C	365	11 793,15
VI	A	390	12 600,90
	B	430	13 893,30
	C	460	14 862,60
VII	A	500	16 155,00
	B	600	19 386,00
	C	700	22 617,00

Le 15 mai 1991, la FGMM/CFDT a signé un avenant à la Convention Collective Nationale des entreprises d'installation sans fabrication, y compris entretien, réparation, dépannage de matériel aéronautique, thermique, frigorifique et connexes, portant sur la création de certificats de qualification professionnelle.

Un premier CQP de monteur-dépanneur d'équipements frigorifiques de transport est créé pour une durée de deux ans, au terme desquels il sera soit renouvelé par tacite reconduction, soit supprimé par la Commission Paritaire de l'Emploi. Une annexe de l'accord du 15 mai 1991 détermine pour les jeunes en contrat qualification une rémunération valable quel que soit l'âge :

- 1<sup>er</sup> trimestre : 60 % SMIC
- 2<sup>e</sup> trimestre : 65 % SMIC
- 3<sup>e</sup> trimestre : 70 % SMIC
- 4<sup>e</sup> trimestre : 75 % SMIC

L'obtention de ce CQP se traduira pour le bénéficiaire par l'attribution d'un seuil d'accueil fixé au coefficient 225 (niveau 3, échelon A). Ce CQP est préparé par le biais d'un contrat de qualification de deux ans, il comprend des périodes en entreprise et 9 périodes de 4 semaines en formation au CFA de la Châtaigneraie près de Rouen ou s'effectue l'enseignement pour toute la France.